

## Réunion du Groupe de Travail « Eau & Climat »

Mercredi 09 mars 2022, 14h-16h30

*En présentiel*

### Présents (12 personnes) :

Alexandre Alix, PFE

Jean-Luc Redaud, PFE

Marie-Laure Vercambre, PFE

Marc-Antoine Martin

Philippe Guettier, PFE

Laurent Bellet, EDF

Catherine Thouin, CHF

Edouard Boinet, OiEau

André Viola, Département de l'Aude

Andréa Ferret Lambert, PFE

Raya Stephan

Vincent Castagnet, Up2Green

### 1. Mot d'accueil et validation du dernier CR

Tour de table. Pas de remarque sur le CR de décembre.

### 2. Retour sur le Sommet Climate Chance Europe

Quelques messages clés et réflexions issus de la session dédiée à l'eau animée par le PFE:

- Besoin de réviser la DCE
- Peut-on avoir une PAC plus verte
- Promotion des SfN
- Sortir des réflexions en silos
- Réviser nos normes à l'échelle européenne.
  - Le programme « Climadapt » pourrait être investi pas le PFE, comme le CRACC
- Constat que l'adaptation n'est pas assez mise en valeur par rapport à l'atténuation
- Absence de consensus sur le champ de l'adaptation et critères de suivi
- Doit-on simplifier la lecture du GIEC en matière d'adaptation et se préparer à +3°C ?

Nombreux échanges en parallèle avec la tenue du Sommet européen organisé par le MTES en lien avec la Présidence de l'UE. Point avec DGEC et ONERC bilan PNAC2 et préparation PNAC3 (voir message de Duvernoy du 15 mars 2022)

Un message général dicté par l'actualité Ukrainienne. Les Changements climatiques sont un accélérateur des injustices et par là des tensions sociales et géopolitiques.

Globalement un Sommet très réussi avec une bonne assistance, des ateliers de qualité malgré un contexte extérieur difficile (crise Ukraine, covid).

Quelle place pour l'eau sur la scène européenne avec Climate Chance ?

- Edouard : Situation comparable à l'Ukraine, on attend la crise suivante pour réagir
  - o Il faut pousser pour une réaction sur l'adaptation et le climat
- 2 messages pour le PFE :
  - o Accélérateur politique / injustice sociale
  - o Vers un monde à +3°C
- André Viola : exemple avec les inondations, nos territoires s'adaptent à des crues centennales voir milléniales. On s'adapte et on se prépare car nous avons vécu (mémoire du risque).
- Mettre une croix sur 1,5°C, c'est mettre une croix sur l'Accord de Paris. C'est donc difficile au niveau politique. Il est plus sage de prendre deux scénarios : 1,5 et 3 (ou 4)°C.
  - o Laurent Bellet : +3 ou +1,5°C, il s'agit là d'une moyenne mondiale. Nous subissons déjà des hausses >> ex à Tignes avec de la pluie à 2700m en hiver, du jamais vu !
- Edouard : Quelles sont les mesures d'adaptation ?
  - o Présenter sous cet angle
  - o Ne pas remettre en question les 1,5°C
  - o Présenter les faits
- Philippe : Pour le PFE, il faut poursuivre :
  - o Atténuation, plaider pour les 1,5°C
  - o Risques, il faut envisager le pire >> mesures d'adaptation « sans regret » et mesures qui vont plus loin.
  - o Idées, il serait utile de :
    - reprendre le document réalisé par le PFE et l'AFD
    - lire la dernière publication du CEPRI
    - valoriser la vidéo PFE et IAGF sur un monde à +4°C
  - o Que fait-on pour nos messages au PFE ?
    - Avoir une mesure commune européenne
    - Soutenir l'initiative de Ronan Dantec, sans toutefois se retrouver en opposition avec le Ministère.
- Marc-Antoine Martin : Si on veut de l'ambition internationale, il faut viser les DOM-TOM qui sont pleinement concernés par l'adaptation et pour ce qui est des pertes et dommages.
  - o Il y a des facteurs climatiques, mais pas que : vulnérabilité des populations.
- Qu'apportent les innovations ?
  - o Attention à la mal-adaptation
  - o Privilégier les SfN en complément des solutions grises
  - o Adaptation selon les territoires >> territorialisation

### 3. AR6 – deuxième volet du GIEC sur l'adaptation

Plus de 140 pages dédiées à l'eau.

Quels messages sur ce rapport pour le PFE ?

- Alerte :
  - o Atteinte d'un point de non-retour, phénomène irréversible
  - o Attention à la mal-adaptation (ex : l'irrigation est une solution, mais garde aux « advers outcome »)

- Première fois que l'on nous présente un calendrier à court terme (2030-2040), la fenêtre de réaction est plus courte.
- Marie-Laure : appuyer le fait que nos messages et solutions doivent tenir compte de ces échéances à court terme.
- Marc-Antoine : le GIEC parle de 'Loss & Damage' (migration, perte de culture), c'est une nouveauté !

#### 4. Suite COP26

Les membres prennent connaissance des réponses apportées par Adèle Colvez du MTE (*voir annexe 1*).

- Pas de suite au Water Pathway
- Se concerter avec les Water Actions pour préparer la COP27
- Blocage au niveau de la CCNUCC et des partenaires Eau
- Durant le FME, réunion prévue par le CME sur l'initiative Climate is Water (24.03 à 13h30)
- Le Pavillon Eau sera renouvelé à la COP27. Le Ministère Egyptien souhaite s'occuper de sa coordination. Raya Stephan est dans la boucle, au titre d'IWRA, avec les anciens porteurs du dossier (SIWI, AGWA, etc.). Le PFE et l'OIEau vont discuter avec ces partenaires pour y être officiellement associé cette année.

#### 5. Actions et calendrier 2022

##### \*Etude Eau Assainissement\*

- En cours de relecture et finalisation. Parution d'ici mai 2022.
- Collaboration avec IWA et ASTEE

##### \*Risques\*

- Souhait de travailler ce sujet dans le GT
- Projet d'une journée autour des risques et/ou association aux Assises Nationales à Strasbourg le 13 octobre 2022. Rendez-vous programmé avec le Ministère et l'AFPCNT ce jeudi 10 mars.

##### \*Eau et Energie\*

- Projet d'étude sur les différentes sources de production
  - En suspens le temps de trouver un stagiaire
- **Forum Mondial de l'Eau Dakar : 21 – 25 mars**
  - Membres autour de la table qui n'y seront pas présents : Raya et Laurent
  - Le Climat étant transversal, il y sera représenté au travers de la connaissance, SfN, financement, plan adaptation...
  - Présentation outils « Water4allSDGs »
- **Conférence CHF UNESCO PFE "Eau souterraine et ODD" : 18 - 20 mai**
  - Projet de table ronde > valorisation étude
  - Les membres sont invités à intervenir sur diverses tables rondes multi-acteurs
- **Semaine de l'Eau à Montpellier: 29 mai - 05 juin**
  - Pas d'information à ce jour
- **CGLE : 29 - 30 juin**
  - Table ronde > valorisation étude Eau Assainissement.....

- **Intersession Bonn: 6 - 16 juin**
  - Adèle Colvez (MTE) y sera avec son équipe
- **Semaine Mondiale de l'Eau Stockholm : 23 - 27 août**
  - Plusieurs sessions proposées :
    - valorisation de l'étude BECCS
    - valorisation de l'étude Eau Assainissement
- **Congrès IWA Copenhague : 11 - 15 septembre**
  - Projet de valorisation de l'étude Eau Assainissement
- **Assises Nationales des Risques Naturels Strasbourg : 13 octobre.**
  - Projet de participation (en attente de confirmation)
- **COP27 Égypte : 8 - 20 novembre**
  - A voir avec le Water Content Group + Ministère Égyptien pour s'intégrer au plus vite dans le Pavillon Eau
- **Sommet de l'eau de l'ONU sur les eaux souterraines 2022, Unesco Paris : 6 - 8 décembre**
  - Communication à relayer

Jean-Luc : Une communication générale sur le Climat serait utile

- Initiative Climate is Water pourrait être un bon point
- Valorisation des membres PFE
- Processus non-étatique des COP = point faible
- Action grand public à envisager :
  - Valorisation film +4°C
  - Appel à manifestation
  - Pérenniser le groupe communicant instauré durant la préparation du FME

## 6. Le GT Climat de demain...

Appel aux membres à manifester leur souhait de faire vivre le GT Climat, exprimer leurs attentes afin de les rendre acteurs de ce groupe !

Marc-Antoine Martin : la thématique « pertes et préjudices » serait un sujet à traiter. Réflexion, est-ce que la France à quelque chose à dire ?

Garder à l'esprit la grande conférence Onusienne de 2023 à New-York sur l'Eau.

- Aujourd'hui, modalité de participation floue
- Secrétariat : Pays-Bas et Tadjikistan

Un sondage sera lancé aux membres ainsi qu'un atelier de réflexion pour préparer le futur plan triennal et les grands messages pour 2023.

## Annexe

**Annexe 1** : Réponse d'Adèle Colvez, en charge des négociations et multilatéralisme du climat, aux interrogations de Jean-Luc Redaud sur les conclusions de la COP26 qui devraient concerner le secteur de l'eau :

1 - The launch of the comprehensive two years Glasgow– Sharm el-Sheikh work programme on the global goal on adaptation;

2 - Urges developed country Parties to at least double their collective provision of climate finance for adaptation to developing country Parties from 2019 levels by 2025

« 1 - Lors de la COP26, il a en effet été décidé l'établissement d'un programme de travail de deux ans sur l'objectif mondial d'adaptation, de la COP26 à la COP28, avec un point d'étape à la COP27. La décision le concernant demande aux Parties de proposer une soumission au 30 avril 2022, qui servira de base aux organes subsidiaires pour définir les thèmes de 4 ateliers qui se tiendront en 2022, dont deux en juin 2022.

L'article 7 de l'accord de Paris établit un objectif mondial en matière d'adaptation et reconnaît l'importance de prendre en compte les besoins des pays en développement, de reconnaître leurs efforts et de les soutenir, dans le contexte de l'objectif d'atténuation spécifié à l'article 2. Il précise qu'il s'agit d'un objectif consistant à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité, et qui concerne toutes les Parties (pays développés comme pays en développement). De plus, le bilan mondial prévu à l'article 14 doit évaluer les progrès réalisés pour atteindre cet objectif mondial d'adaptation.

La définition et l'articulation de cet objectif mondial d'adaptation avec les autres objectifs de l'accord de Paris (atténuation, moyens de mise en œuvre) ainsi qu'avec les différents outils de mise en œuvre de l'accord de Paris (bilan mondial, communications d'adaptation, etc.) font l'objet de diverses interprétations de la part des groupes de négociations, suscitant depuis la COP25 fin 2019 la nécessité de trouver un compromis entre Parties. C'est pourquoi la COP26 a décidé ce programme de travail afin d'avancer ensemble sur ce sujet. Il s'agit donc de réflexions très globales connexes à la mise en œuvre de l'accord de Paris et à la façon dont s'appréhendent et peuvent se mesurer les progrès en adaptation au niveau mondial. Il n'y a donc pas à ce stade de réelle connexion aux thématiques de terrain telles que l'eau et l'assainissement, même si celles-ci sont évidemment jugées centrales dans les actions d'adaptation mises en œuvre sur le terrain.

L'Union européenne parlant d'une seule voix pour les 27 Etats-membres, en tant que Partie, elle soumettra pour les 27 une soumission le 30 avril 2022. La France est représentée dans un groupe d'expert (auquel j'appartiens) européen qui est chargé de proposer une soumission aux instances européennes pour validation avant publication de cette soumission. De plus, ayant la présidence du conseil de l'union européenne, il lui revient de coordonner l'élaboration de cette soumission de façon à ce que les points de vue des différents Etats-membres trouvent consensus.

En ce qui concerne votre participation à ce processus, je ne sais pas encore comment les organes subsidiaires vont organiser les ateliers, mais la décision leur demande de faire participer observateurs, experts et praticiens. Nous pouvons donc imaginer que les ateliers seront ouverts à ceux-ci, vous permettant sans doute de vous exprimer. Nous en saurons plus au fur et à mesure que l'année 2022 se déroulera.

**2** - Un nouvel engagement a également été pris dans la décision de couverture de la COP26 suivant lequel les pays développés doivent doubler leur financement dédié à l'adaptation d'ici 2025 (en prenant comme point de départ l'année 2019). Ce sujet ne peut pas être séparé des autres thèmes de négociation liés à l'ensemble de la finance climat et est traité par mes collègues qui suivent le sujet "finance climat", du coup je ne suis pas complètement compétente pour le développer. Là encore, les discussions au niveau COP demeurent très abstraites, même si bien sûr cela se traduit ensuite sur le terrain, aux niveaux national et local, par de l'aide au développement et des actions d'adaptation qui concernent très souvent la ressource en eau. En ce qui concerne la France, un engagement a été pris fin 2019 de porter le financement dédié à l'adaptation à un tiers de la finance climat, et depuis 2016, on est passé pour l'adaptation de 300 000 euros à 2 milliards. Je n'ai pas sous la main le chiffre de 2019 mais j'ai compris que l'engagement à la COP26 était collectif et ne s'appliquait pas nécessairement à chaque pays développé. »